

# Entre fausses réductions et vraies arnaques

Page 2

# LE JOUR

## D'ALGERIE

A l'occasion du Nouvel An, l'équipe du «Jour d'Algérie» présente ses meilleurs vœux à ses lecteurs

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4969 - Mardi 31 décembre 2019 - Prix : 10 DA



Première sortie du chef d'état-major de l'ANP

## Chengriha décline ses critères de «sacralisation du travail»

Page 3

### Le projet turc en Libye

Par Mohamed Habili

**P**arce qu'elle a réussi à occuper une partie de la Syrie, sous prétexte d'en faire une zone tampon entre elle et les Forces démocratiques syriennes, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan, croit rééditer le même exploit en Libye. A-t-elle des chances d'y parvenir ? Oui, si les pays de la région, en particulier l'Egypte, l'Algérie et la Tunisie la laissent faire, comme elles avaient laissé le couple franco-britannique détruire l'Etat libyen, il est vrai dans un contexte différent de celui d'aujourd'hui. Elle n'en a en revanche aucun si les pays du Sahel et ceux du Maghreb s'entendent pour l'empêcher de poser pied en Libye. Ce dont le président turc est venu s'assurer dernièrement auprès des dirigeants tunisiens, ce n'est pas tant de leur disposition à s'inscrire dans son projet d'occupation de Tripoli que de leur neutralité dans le cas où il passe à l'action. Si au lieu de Kais Saïed, son interlocuteur avait été Rached Ghannouchi, maintenant non seulement le président d'Ennahda, le principal parti tunisien, mais le président de l'Assemblée, il serait probablement reparti avec l'assurance qu'il était venu chercher. En vertu de la Constitution tunisienne, la politique extérieure et les questions de sécurité ne relèvent pas du gouvernement, qui en l'occurrence n'est pas encore formé, mais du président de la République. Cela n'a pas empêché Erdogan de prêter ensuite à ses hôtes ces mêmes propos qu'il avait conçus l'espoir d'entendre d'eux, comme si en Tunisie il était un peu en territoire conquis.

Suite en page 3

### Clôture de la 28<sup>e</sup> édition de la FPA 2019

# Grande affluence autour de la production nationale



La 28<sup>e</sup> édition de la Foire de la production nationale a pris fin hier. Elle a été marquée par l'affluence d'un très grand nombre de visiteurs ainsi que la participation de 467 entreprises algériennes publiques, privées, start-up et jeunes entrepreneurs, venus exposer leurs expériences, produits et services. Cette manifestation a été inaugurée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Lire page 2

Tizi Ouzou

## Des projets structurants à la traîne

Page 3

Samedi prochain à Tizi-Ouzou

## Rencontre artistique «Beihdja Rahal, sur la trace de Cheikh El Hasnaoui»

Page 13

Grades d'enseignant principal et enseignant formateur  
**62 000**  
enseignants passent aujourd'hui les examens de promotion

**PLUS** de 62 000 enseignants des trois cycles confondus (primaire, moyen, secondaire), passent aujourd'hui les examens professionnels de promotion aux grades de professeur principal et professeur formateur, au titre de l'exercice 2019, répartis sur 233 centres de déroulement, indique un communiqué du ministère.

Les examens de promotion aux postes d'enseignant principal et enseignant formateur interviennent dans le cadre de la prise en charge de la promotion des enseignants des trois paliers de l'enseignement, 45 000 postes ayant été consacrés au titre de l'année 2019, ajoute le communiqué.

Les examens professionnels de promotion aux grades d'enseignants formateurs et enseignants principaux (session 2019) concerneront 42 677 enseignants qui seront promus, à la faveur d'un examen professionnel ou par voie d'inscription aux listes de qualification conformément au règlement en vigueur, précise le ministère.

«Toutes les mesures organisationnelles ont été prises pour garantir le bon déroulement des examens de promotion, concernant 42 677 postes, aux grades de professeur principal et professeur formateur, auxquels devront se présenter un total de 62 429 candidats répartis sur 233 centres de déroulement à travers le territoire national», avait affirmé récemment le directeur de l'Office national des examens et concours (Onec), Mustapha Benzemrane. Soulignant que l'organisation des concours de promotion «sera du même niveau d'organisation des examens scolaires nationaux», le même responsable a relevé que «le nombre de postes de promotion au grade de professeur principal de l'enseignement secondaire est de 10 066 postes, en sus de 11 573 postes de promotion au grade de professeur principal de l'enseignement moyen et 18 360 postes au grade de professeur principal de l'enseignement primaire». «Un total de 653 postes de promotion au grade de professeur formateur de l'enseignement secondaire a été enregistré, outre 1 104 postes de professeur formateur de l'enseignement moyen et 921 postes au grade de professeur formateur du cycle primaire», a-t-il précisé.

Assia G./APS

Clôture de la 28<sup>e</sup> édition de la FPA 2019

## Grande affluence autour de la production nationale

■ La 28<sup>e</sup> édition de la Foire de la production nationale a pris fin hier. Elle a été marquée par l'affluence d'un très grand nombre de visiteurs ainsi que la participation de 467 entreprises algériennes publiques, privées, start-up et jeunes entrepreneurs, venus exposer leurs expériences, produits et services. Cette manifestation a été inaugurée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Par Thinhinene Khouchi

Selon la Société algérienne des foires et exportations, organisatrice de cet événement, «cette 28<sup>e</sup> édition est réussie, comparativement à celles des années précédentes, car il y a eu plus de visiteurs et de participants». En effet, cette année il y a eu la participation de 467 entreprises algériennes publiques, privées et start-up, sur une superficie globale de plus de 22 000 m<sup>2</sup>, contrairement à l'année passée où l'on a enregistré moins de participants, pas plus de 430 entreprises algériennes représentant tous les secteurs d'activités de l'économie nationale. Cette année, les entreprises participant à la FPA 2019 représentent tous les secteurs d'activités confondus : énergie, chimie et pétrochimie, industrie diverses et de transformation, bâtiment et travaux publics, agroalimentaire et services. Les entreprises de l'industrie militaire ainsi que celles du secteur de l'automobile ont été présentes à la FPA 2019, et ce, pour la 4<sup>e</sup> année consécutive. En outre, cette édition a été marquée par la participation de 50 start-up et jeunes entrepreneurs venus exposer leurs expériences, produits et services au niveau du pavillon «Algeria Innov» qui a été «une véritable pépinière d'idées et d'opportunités», selon la Safex. Selon les



PH. E. Soraya/J. A.

organisateur, cette édition a visé essentiellement à faire connaître les capacités de production de l'entreprise nationale, ses évolutions et ambitions dans le cadre du nouveau modèle de croissance de l'économie algérienne. Concernant le nombre des visiteurs, les organisateurs assurent que «cette 28<sup>e</sup> édition a été marquée par un grand nombre de visiteurs qui voulaient approcher de plus près les produits et producteurs, et découvrir de nouveaux produits algériens». S'agissant des prix proposés par les exposants, les organisateurs assurent que «ce

sont des prix abordables, même symboliques». En marge de cette exposition, plusieurs ateliers et conférences ont été organisés et ont porté sur des thématiques ayant trait à l'activité de la production en Algérie, notamment la numérisation, l'innovation, le défi de l'exportation et le financement des start-up. Cette édition a été en outre marquée par le lancement de trois campagnes de sensibilisation menées par des organisations de la société civile et des acteurs économiques et institutionnels et portant sur la lutte contre le gaspillage du pain, l'encouragement

de l'utilisation des sacs en papier au lieu des sacs en plastique ainsi que l'utilisation des moyens de paiement électronique. Enfin, la 28<sup>e</sup> édition de la Foire de la production nationale 2019 a été aussi marquée par la visite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui en l'inaugurant avait annoncé plusieurs mesures pour développer et diversifier l'économie du pays, dynamiser le trafic aérien concernant les vols intérieurs, faciliter et développer la production algérienne et enfin développer l'industrie nationale.

T. K.

Les soldes d'hiver débiteront le 18 janvier

## Entre fausses réductions et vraies arnaques

Les soldes sont un événement attendu par les commerçants, faisant souvent leur plus gros chiffre d'affaires à cette période. Au-delà du contexte économique, la multiplication des offres et promotions toute l'année rendent les soldes moins intéressantes pour le consommateur. Les avis des clients divergent quant à l'efficacité de la vente de soldes. Certains estiment que c'est l'occasion d'acquiescer des produits à bas prix où les démarques sont respectées et d'autres y voient une véritable arnaque pour attirer les clients. En effet, les clients, souvent conduits par l'idée de faire la bonne affaire, sont souvent déçus. Il se trouve que certains prix ne sont pas vraiment soldés. C'est d'ailleurs le témoignage de certains citoyens. En Algérie, les véritables soldes «n'existent pas». Il s'agit d'une pratique trompeuse juste pour attirer les clients, affirme un père de famille, selon lequel «des remises symboliques sont appliquées sur les stocks

morts». Au titre de l'année 2020, les soldes d'hiver s'étaleront du 18 janvier au 28 février, a annoncé dimanche une responsable à la direction du commerce de la wilaya d'Alger. Les soldes d'hiver ont été fixés du 18 janvier au 28 février 2020 et ce, en vertu de l'arrêté des services de la wilaya d'Alger n° 7129 du 18 novembre 2019 fixant également les soldes d'été du 21 juillet au 31 août 2020, a précisé l'enquêtrice principale en chef des enquêtes économiques à la direction du commerce de la wilaya d'Alger, Semmache Naïma. Ces périodes de vente au rabais ont pour objectif de permettre aux commerçants et opérateurs économiques de promouvoir leurs activités et aux consommateurs de se procurer des articles à des prix réduits, a-t-elle rappelé. La réception des demandes des commerçants et opérateurs économiques pour ce genre de ventes réglementées débutera à partir de la première semaine du mois de janvier 2020 par voie électronique (sur le site électro-

commerce de la wilaya d'Alger) dans le but de faciliter les procédures administratives. L'opération de vente par rabais s'effectue en application des dispositions du décret exécutif du 18 juin 2006 fixant les conditions et les modalités de vente au rabais, promotionnelle, en liquidation de stocks, en magasins d'usines et vente au déballage, a-t-elle poursuivi. Elle a rappelé que la décision prévoit une série de mesures auxquelles le commerçant est tenu de se conformer, notamment l'obtention obligatoire d'une autorisation délivrée par la direction du commerce, un document nécessaire, a-t-elle dit, qui permet au commerçant de faire la promotion de la marchandise à travers l'affichage d'une pancarte «soldes» sur la vitrine de son local. La décision énonce, en outre, des conditions et des procédures légales claires relatives aux peines encourues par les commerçants auteurs de contraventions constatées par les agents de contrôle et de la

répression des fraudes de la direction de commerce, a-t-elle poursuivi. La vente en soldes concerne les articles achetés par le commerçant depuis au moins trois mois, avant le début de la période des soldes, selon la même source. Des agents de contrôle et de répression des fraudes seront mobilisés sur tout le territoire de la wilaya et seront déployés tout au long de la période des soldes, pour relever les infractions et prendre les mesures nécessaires pour la protection du consommateur, a ajouté la même responsable. Selon le bilan de la période des soldes d'hiver de 2018, pas moins de 250 autorisations ont été accordées à plus de 400 commerçants activant dans différents domaines (vêtements, équipements de sports, meubles, équipements électroniques, etc...), tandis que 194 infractions aux conditions de vente au rabais et de vente promotionnelle ont été enregistrées.

Meriem Benchaouia



Première sortie du chef d'état-major de l'ANP

# Chengriha décline ses critères de «sacralisation du travail»

■ Le général-major Saïd Chengriha, chef d'état-major par intérim de l'ANP, a prononcé, hier, son premier discours officiel depuis sa désignation à la tête de l'état-major de l'Armée, dans lequel il a évoqué «un complot dangereux qui visait la stabilité de l'Algérie» et rappelé le rôle de l'armée dans sa mise en échec.

Par Louiza Ait Ramdane

Rencontrant, hier, les commandants de régions et directeurs centraux du ministère de la Défense nationale, le chef d'état-major par intérim, le général-major Saïd Chengriha, a affirmé d'emblée qu'«un complot dangereux visait la stabilité de l'Algérie, les fondements de l'Etat et la neutralisation de ses institutions constitutionnelles pour la faire sombrer dans un marais de chaos et de violence». Il a, dans ce sens, souligné que c'est grâce à l'Armée nationale populaire aux côtés du peuple algérien que «ce complot dangereux» a pu être déjoué. «Nous avons traversé aux côtés de notre peuple au cours de cette dernière période de notre histoire contemporaine, une étape sensible à travers laquelle notre pays a fait face à un dangereux complot qui visait la stabilité de l'Algérie et les fondements de l'Etat, ainsi que la neutralisation de ses institutions constitutionnelles, pour l'entraîner dans le bourbier du chaos et de la violence», a rappelé le chef d'état-major de l'ANP par intérim. «Toutefois, le Haut Commandement de l'ANP, qui a pris conscience de l'ampleur de ce complot, a su gérer cette phase avec sagesse et clairvoyance, à travers l'accompagnement et la protection des marches pacifiques, sans qu'aucune goutte de sang ne soit versée, en sus de l'accompagnement des institutions de l'Etat de manière à leur permettre d'accomplir leurs missions dans les meilleures conditions, ainsi que la détermination à rester dans la légitimité constitutionnelle et à faire face à quiconque tente de porter atteinte à l'unité nationale», a-t-il relevé.

Dans une allocution prononcée devant les cadres du ministère de la Défense nationale, Saïd Chengriha a affirmé que l'institution militaire ne déviara jamais de ses engagements



PH: D. R.

constitutionnels. «L'Armée nationale populaire a contribué, aux côtés des services de la sécurité, à la réussite de l'organisation d'élections présidentielles libres, honnêtes et transparentes, et à la sécurisation du processus électoral dans un climat de quiétude et de sérénité. Dans ce sillage, nous réaffirmons que nous resterons mobilisés au service de la patrie et nous ne dévierons jamais de nos engagements constitutionnels quelles que soient les circonstances. Et nous ferons toujours face aux ennemis de la patrie et à quiconque tente de porter atteinte à notre souveraineté nationale», affirme-t-il.

Il a en outre affirmé que «les critères pour assumer les fonctions ou n'importe quelle responsabilité consistent en la sacralisation du travail». «Les critères pour assumer les fonctions, les postes ou n'importe quelle responsabilité consistent en la sacralisation du travail qui est le

secret du succès, outre ceux de la compétence, la capacité, le sérieux, l'intégrité et le dévouement à l'Armée et à la patrie», a souligné le chef d'état-major de l'ANP par intérim. A cet égard, il tient à rappeler que pour lui «les critères pour prétendre aux fonctions, aux postes ou à toute autre responsabilité, quelle que soit leur importance, sont la vénération du travail qui constitue la clé du succès, en plus de la compétence, la capacité, le sérieux, l'intégrité et le dévouement à l'Armée et à la patrie».

Par la même occasion, le général-major a transmis à l'assistance «les remerciements, l'estime et la gratitude» du président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, à l'ensemble des personnels de l'ANP pour «les efforts laborieux et soutenus consentis lors de cette étape cruciale et décisive qu'a traversée notre pays», ajou-

te le communiqué.

A ce titre, «je tiens à vous transmettre les remerciements, l'estime et la reconnaissance de M. le président de la République, chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, et à travers vous à l'ensemble des personnels de l'ANP pour les efforts laborieux et soutenus consentis par tous, lors de la gestion de l'étape sensible que traverse notre pays, de même que pour les efforts de sécurisation des élections présidentielles dans un climat de sécurité et de quiétude, ce qui a permis au peuple algérien d'accomplir son devoir électoral en toute liberté et démocratie, ainsi que pour les grands efforts fournis lors des funérailles du défunt général de corps d'Armée Ahmed Gaïd Salah», a affirmé Saïd Chengriha.

L. A. R.

Tizi Ouzou

## Des projets structurants à la traîne

La wilaya de Tizi Ouzou peine à terminer ses projets considérés comme structurants dont certains boucleront bientôt une décennie depuis leur lancement. Parmi ces projets figurent le stade de 50 000 places, la pénitente à l'autoroute Est-Ouest et le barrage Souk Tlatha. Toutes les mesures prises par les autorités n'ont pas permis de les relancer. Le barrage de Souk Tlatha, situé sur Oued Bougdoura dans la commune de Tadmait (17 km à l'ouest de

Tizi-Ouzou), qui a atteint un taux d'avancement de 65 %, devrait être réceptionné au premier semestre 2020 mais eu égard à plusieurs contraintes «techniques» son achèvement est repoussé à 2021. Le projet avait été lancé en 2012 pour un délai contractuel de réalisation de 40 mois. Le chantier de la pénitente reliant Tizi-Ouzou à l'autoroute Est-Ouest a atteint un taux d'avancement de 51 % et porte sur la réalisation de 24 km des 48 km prévus pour un délai de

réalisation de 36 mois depuis son lancement en mars 2014. La date de réception fixée pour la fin 2020 ne sera pas respectée eu égard aux contraintes sur lesquelles bute ledit projet depuis son lancement, à savoir les oppositions des expropriés des terres traversées par ce tronçon autoroutier, notamment à Maâmor et Ouled Aïssa dans la localité de Draâ El Mizan. S'agissant du projet du stade de 50 000 places, le retard accusé est également énorme puisqu'il

avait démarré en 2010 pour un délai de réalisation de 40 mois. Et le taux d'avancement du chantier, à l'arrêt depuis l'été dernier, n'a atteint que 82 %. Les autorités locales ont annoncé en septembre sa relance imminente avant même la fin de l'année 2019. Mais point de redémarrage du chantier et les derniers développements dans ce dossier, notamment le limogeage du directeur local de la jeunesse et des sports, sont en défaveur de cette relance repor-

### LA QUESTION DU JOUR

#### Le projet turc en Libye

Suite de la page une

La mise au point de la présidence tunisienne n'a pas du néanmoins lui déplaire beaucoup, puisqu'elle revenait à réaffirmer la politique de neutralité observée par Tunis dans les affaires libyennes, en dépit donc du développement que compte leur donner la Turquie. Erdogan n'aurait pas fait le déplacement s'il était certain que les Tunisiens prendraient mal qu'il soit seulement venu chercher de la compréhension auprès d'eux relativement à son projet d'occupation de la Libye. On ne peut même pas exclure qu'il en ait profité pour les sonder sur le sentiment des Algériens sur le même sujet, espérant sans doute qu'Alger soit dans les mêmes dispositions que Tunis. Maintenant, il se peut qu'à leur tour les Tunisiens n'aient discuté avec lui de la Libye, pour eux carrément un sujet de politique interne, que pour mieux prendre connaissance des intentions qu'il nourrit à cet égard. Il est venu prendre leur pouls, et ce seraient eux qui aient pris le sien. Il n'en reste pas moins qu'il ne pouvait se permettre une démarche de reconnaissance de ce genre qu'à Tunis, où il compte des amis. La Tunisie est le seul pays arabe où des islamistes sont en train de former un gouvernement. Le seul donc qui puisse être tenté de ne pas condamner sa deuxième occupation d'un pays arabe, après celle de la Syrie. S'il était certain de trouver un accueil comparable à Alger, nul doute qu'il y aurait fait un saut par la même occasion. Le seul fait qu'il n'ait pas eu une idée pareille prouve qu'Alger est hostile à son ambition libyenne. Ce projet est le même que celui qui a été mis en œuvre en Syrie, au bout de plusieurs années d'approche et d'intrigues. En Libye, son corps expéditionnaire se trouvera pris entre deux armées qui n'accepteront jamais sa présence à leurs frontières. En Syrie même d'ailleurs les jours de sa présence militaire sont comptés. Dans le pire des cas, elle ne durera que le temps que le demi-millier de soldats américains restera autour des puits de pétrole de Deir-ezzour. C'est en vain qu'Erdogan veut ressusciter l'empire ottoman.

M. H.

tée à janvier. En somme, ces projets devraient susciter l'inquiétude des autorités locales, administration et élus, afin de les livrer dans les meilleurs délais en conjuguant leurs efforts pour la levée des contraintes, d'autant plus qu'elles ne sont pas d'ordre financier.

Hamid M.

Vacances de fin d'année

# Engouement des jeunes pour la destination Ghardaïa

■ La destination touristique de renommée, Ghardaïa, enregistre en cette fin d'année un engouement des touristes algériens, notamment les jeunes, selon de nombreux opérateurs économiques locaux du secteur du tourisme et de l'artisanat.

Par Atika B.

Ce phénomène «exceptionnel» du flux de visiteurs algériens à Ghardaïa durant cette période de vacances scolaires est favorisé par un climat printanier, qui règne dans la région et une multitude de centre d'intérêts touristiques (patrimoine mondiale, les ksour, une diversité de paysages oasiens naturels les palmeraies ainsi qu'un riche patrimoine culturel (monuments historiques, souks, arts et traditions populaires...), a expliqué le directeur de l'Office de protection et de promotion de la vallée du M'zab (OPVM), Kamel Ramdane. «La région de Ghardaïa est habilitée à jouer les premiers rôles dans le secteur du tourisme national en termes de flux des touristes nationaux», a-t-il ajouté, poursuivant que «le fait qu'un grand nombre d'Algériens aspirent à découvrir les trésors de la région a, en effet, contribué à l'évolution des secteurs du tourisme et de l'artisanat locaux». «L'activité touristique, véritable locomotive de développement local, mérite d'être renforcée à travers l'implication des différents intervenants en vue d'assainir, d'organiser et de structurer ce secteur», a souligné pour sa part un universitaire, incitant les opérateurs du tourisme à valoriser les atouts de la région, qui offrent des attractions touristiques atypiques répondant aux besoins d'une clientèle jeune cultivée sans cesse à la quête de l'authenticité et de l'échange interculturel ainsi qu'à la découverte de l'histoire et de la civilisation de la région à travers ses joyaux architecturaux. «Les structures hôtelières n'ont pas à se plaindre puisqu'ils affichent complet en cette période de vacances de fin d'année et l'économie locale qui repose essentiellement sur le tourisme et l'artisanat a atteint son pic», a-t-il soutenu. De son côté, un opérateur de l'hôtellerie à Ghardaïa a estimé que «l'activité touristique



dans la région connaît actuellement une embellie sur le nombre de touristes nationaux, qui s'est manifesté en l'absence d'un flux touristique étranger». «On assiste actuellement à un flux touristique des nationaux notamment les jeunes universitaires estimé à plus de 2 000 jeunes, qui ont préféré passer les vacances de fin d'année à Ghardaïa, attirés par les maisons traditionnelles situées dans la palmeraie de Ben Izgen et les thermes de Zelfana (localité située à 70 km au nord/est de Ghardaïa)», a relevé Abdelkader Benkhelifa. «Cet engouement pour les maisons traditionnelles situées dans les palmeraies constitue un signe révélateur d'une prise de conscience en vers un tourisme écologique propre (écotourisme)», a-t-il noté, poursuivant : «L'intérêt porté aux maisons traditionnelles et aux jardins de la vallée du M'zab est l'apanage d'une vision établie par les tours opérateurs du tourisme de Ghardaïa en vue de préserver le cachet aty-

pique d'une vallée-jardin» et de servir de référence et modèle à suivre en matière de protection de l'environnement». Cette vision s'est traduite par l'aménagement de nombreuses palmeraies familiales en des sites d'accueil et d'hébergement ou des maisons traditionnelles respectant l'architecture de la région et répondant au confort des touristes ont été édifiées. Il existe plus d'une dizaine de sites d'hébergement situés dans les palmeraies et jardins de la vallée du M'zab pouvant héberger près de 500 personnes, a-t-on signalé. «Les résidences traditionnelles sont devenues une des principales attractions des touristes à la recherche de dépaysement et de connaissance des us et traditions de la région», a indiqué pour sa part un gérant de résidence à Beni Izgen, expliquant que «ces espaces ne cessent de recevoir le long de la journée, pendant le week-end des visiteurs de tout âge en quête de quiétude loin du vacarme de la ville». Ces palme-

raies qui constituent l'identité de la vallée du M'zab sont également choisis par d'autres pour l'organisation de rencontres, de la pratique du sport (footing, marche) dans un environnement saint propre.

## Une saison touristique «prometteuse» pour la région

Le flux de visiteurs nationaux augure d'une saison touristique «prometteuse» pour la région, a estimé un responsable du tourisme de la wilaya, avant de souligner que tous les moyens nécessaires ont été mobilisés pour assurer un agréable séjour aux hôtes de Ghardaïa. La région de Ghardaïa foisonne d'un patrimoine matériel et immatériel, qui lui confère une place primordiale dans la stratégie développement d'un tourisme durable répondant aux attentes économiques de la population et aux exigences de la protection de l'environnement et des us. Elle comporte outre un

patrimoine universel classée par l'Unesco notamment les ksour «villes fortifiées» témoins d'une architecture atypique très étudiées par ses premiers bâtisseurs dont se sont inspirés de nombreux architectes et urbanistes de renom, un système traditionnel hydraulique remarquable qui permet d'irriguer les palmeraies situées dans la vallée du M'zab.

Cette région renferme également de nombreux sites attractifs tels que les palmeraies, les monuments funéraires, des gravures rupestres des vestiges historiques et religieux dans la vallée du M'zab et à El Meneaa, ainsi que des thermes curatifs à Zelfana et Guerrara, ainsi que un immense cordon dunaires au sud du chef-lieu de wilaya. La wilaya de Ghardaïa compte 32 infrastructures d'hébergement hôtelier d'une capacité globale de 2 400 lits, de 28 agences de voyages, 8 offices locaux du tourisme et 13 associations actives dans le tourisme. **A. B./APS**

Concours international «WSIS Project Prizes 2020»

## Un ingénieur d'Algérie Télécom nommé

Un ingénieur et chercheur d'Algérie Télécom a été présélectionné par l'Union internationale des télécoms (UIT) pour participer au concours mondial «WSIS Project Prizes 2020», indique l'opérateur public AT dans un communiqué. «Fateh Allah Merazga, cadre supérieur et chercheur au sein d'Algérie Télécom, a été présélectionné cette année par l'UIT pour participer à cette compétition, consacrée aux technologies de l'information et de la communication», précise la même source. Organisé chaque année dans le cadre du forum du Sommet mondial sur la société de l'information «SMSI», dont la période de vote est ouverte du 21 décembre 2019 au 24 janvier 2020, le «WSIS Project Prizes 2020» récompense les 18 meilleurs

projets TIC, répartis dans 18 catégories, et qui favorisent l'édification de la société de l'information. M. Fateh Allah Merazga y prendra part avec son projet intitulé «Système d'information géographique pour l'aménagement du territoire : cas d'application de l'aménagement

numérique», qui consiste à doter tous les acteurs de l'aménagement du territoire d'un moyen capable de collecter et suivre les informations liées aux infrastructures dans une base de données spatiale, pour finalement construire un modèle d'exploitation. La participa-

tion de cet ingénieur à cette compétition scientifique est «une fierté aussi bien pour Algérie Télécom que pour l'Algérie», indique l'opérateur qui appelle les citoyens algériens à le soutenir en votant pour son projet sur le site [https://www.uit.int/net4/wsis/stock-](https://www.uit.int/net4/wsis/stock-taking/Prizes/2020#start)

taking/Prizes/2020#start. Il suffit pour cela de s'enregistrer sur le site, choisir la catégorie : C7 E GOVERNMENT et voter pour le projet «Geographic information system for territory planning».

Fayqa C.

Oran

## Saisie de cinq quintaux de viandes blanches impropres à la consommation

Quelque cinq quintaux de viandes blanches impropres à la consommation ont été saisis par les éléments de la Gendarmerie nationale de Bir El Djir (Est d'Oran), a-t-on appris lundi de ce corps sécuritaire. Agissant sur informations faisant état de la présence d'un conducteur d'un petit camion s'adonnant à la vente illégale de viandes blanches au niveau du CW 74

menant au douar Boudjemâa, les éléments du groupement territorial de Bir El Djir ont intercepté le véhicule venant d'Ain El Turck au niveau d'un point de contrôle, dressé sur le même axe routier. La fouille du véhicule utilitaire a permis de découvrir 231 poulets égorgés représentant un poids total de 520 kilos ainsi que 30 kilos d'abats destinés à la vente. Le conducteur ne disposait pas de

certificat du vétérinaire attestant de la bonne qualité de la marchandise. Le contrôle sanitaire de la viande a montré que celle-ci était impropre à la consommation humaine, a-t-on indiqué. Le mis en cause a été arrêté et une enquête a été ouverte sur les tenants et les aboutissants de cette affaire par les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale. **K. L.**



Selon l'ONS

# La croissance économique a atteint 1,2 %

■ Le taux de croissance économique de l'Algérie a atteint 1,2 % durant le 3<sup>e</sup> trimestre 2019, contre 1,3 % à la même période de l'année dernière, selon l'Office national des statistiques (ONS).

Par Salem K.

De juillet à septembre derniers, tous les secteurs d'activité ont enregistré des croissances, à l'exception de celui de l'Agriculture qui a connu une baisse de 3 %, par rapport à la même période de 2018, selon une publication de l'Office sur les comptes nationaux du 3<sup>e</sup> trimestre 2019. Le secteur des hydrocarbures s'est caractérisé par une croissance de 1,4 % au 3<sup>e</sup> trimestre, après une baisse de 8,4 % durant la même période de l'année précédente. Le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures a, par contre, reculé pour atteindre 1,4 % durant le 3<sup>e</sup> trimestre de l'année en cours, contre 3,7 % à la même période de l'année dernière. «Ce ralentissement du rythme de croissance (hors hydrocarbures) est, à l'évidence, dû en grande partie aux contre-performance du secteur agricole», a



PHOTO

D'autres secteurs ont également participé à la croissance du PIB. Il s'agit des services non marchands qui ont réalisé une croissance de 0,9 %, contre 3,2 % durant la même période de 2018. Les services non marchands concernent les affaires immobilières, les services financiers et les administrations publiques. La croissance des services non marchands est issue des performances réalisées par les services financiers (4,8 %), les affaires immobilières (3,7 %) et enfin les administrations publiques (0,6 %), détaille encore l'Office. Concernant le secteur agricole, l'ONS a relevé une baisse à -3 % de sa croissance durant le 3<sup>e</sup> trimestre 2019, contre une performance de 5,6 % à la même période de 2018. Cette baisse est expliquée particulièrement par un recul de la production végétale. En valeurs courantes, le PIB du 3<sup>e</sup> trimestre 2019 a enregistré une baisse de 1,2 % par rapport à la même période en 2018, suite à une baisse du déflateur du PIB de 2,4 % conjuguée à une croissance en volume de 1,2 %. Pour rappel, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la hausse sa prévision de croissance économique pour l'Algérie en 2019, la portant à 2,6 %, contre un taux de 2,3 % anticipé en avril dernier. En 2018, la croissance globale du PIB a été de 1,5 %, alors que celle hors hydrocarbures a été de 3,4 %, selon la dernière édition du rapport semestriel du FMI sur les perspectives économiques mondiales.

S. K.

expliqué l'organisme des statistiques. Ainsi, la croissance économique durant le 3<sup>e</sup> trimestre a été notamment engendrée par le secteur de l'industrie, qui a affiché une croissance de 4,5 % contre 5 % à la même période en 2018. Cette croissance a été réalisée essentiellement dans les secteurs des ISMEE (Industries sidérurgiques, métalliques, mécaniques et électriques) avec 11,2 %, énergie (6,3 %), industrie divers (6,2 %), industrie des bois, papier et liège (4,9 %), et l'agroalimentaire avec 4,2 %. Pour le secteur du Bâtiment, Travaux publics et Hydraulique (BTPH, y

compris les services et travaux publics pétroliers), il a enregistré, au cours du 3<sup>e</sup> trimestre de 2019, une croissance de 3 %, contre 6 % durant la même période de 2018. Quant au secteur des services et travaux publics pétroliers (STPP), sa valeur ajoutée, en termes réels, a connu une augmentation de 2,7 % contre 2,6 % durant la même période de comparaison.

## Agriculture : une croissance négative au 3<sup>e</sup> trimestre

Les services marchands ont

continué à apporter leur contribution à la croissance de l'économie nationale, même si ce secteur est en léger recul avec une évolution de 2,6 % contre 3,3 % à la même période 2018. Cette croissance a été tirée essentiellement par le transport et communication, dont l'activité s'est améliorée à 5,1 % et aux services fournis aux ménages (2,7 %).

A noter que les services marchands sont les transports et communications, le commerce, les services fournis aux entreprises et aux ménages, ainsi que les hôtels-café-restaurants.

## Dégel du projet du gazoduc Fréha-Sidi Ayad en 2019

### Le gaz pour les 67 communes de Tizi-Ouzou

Le dégel du projet du gazoduc entre Fréha (Tizi-Ouzou) et Sidi Ayad (Béjaïa) permettra de doter les 67 communes de Tizi-Ouzou en gaz naturel, a-t-on appris des Directions de l'énergie et de distribution d'électricité et de gaz (de la Société de distribution du centre, filiale du groupe Sonelgaz). La réalisation de ce projet qui a été différée en 2016 suite aux difficultés financières qu'a connues l'Algérie, a été officiellement lancé à partir de Fréha, le 10 novembre dernier, par les ministres de l'Énergie et de l'Industrie et des Mines, permettant de doter en gaz naturel les trois dernières communes de Tizi-Ouzou qui ne disposent pas encore de cette énergie, à savoir Zekri, Akerrou et Ait Chafaa, ce qui classera la wilaya parmi les premières à l'échelle nationale qui ont un taux de raccordement en gaz de 100 % de ses communes. Ce projet, doté d'une enveloppe financière réévaluée de plus de 4,698 milliards de DA, permettra de réaliser un poste source qui va alimenter en gaz, par le biais d'un réseau de transport d'une longueur de 52 km, dont 36,5 km sur le territoire de Tizi-Ouzou et d'un réseau de distribution, quelque 7 080 foyers répartis sur

ces trois communes et qui n'ont pas pu être desservies en cette énergie, faute d'un poste source à proximité qui va les alimenter, a indiqué l'auditeur de l'énergie au niveau de la direction de l'énergie, Ouassif Sedik. Le réseau de transport et de distribution de gaz qui n'a cessé de s'étendre à travers la wilaya, est telle une toile d'araignée couvrant les villages de la wilaya jusqu'aux plus reculés et les plus hauts perchés, dont Ait Argane, Ait Ouabane et Tirourda. Une toile de 6 148,36 km de réseaux de distribution dont 5 995,63 km de mis en service et de 444 de réseaux de transport (haute pression) et un nombre total de 304 649 foyers alimentés en gaz, selon les chiffres communiqués par la Direction de l'énergie. Actuellement et selon les situations communiquées par la direction de distribution d'électricité et de gaz, 62 communes de la wilaya sont alimentées en gaz naturel dont 37 sont raccordées à 100 %. Les localités de Zekri, Akerrou et Ait Chafaa devraient être mises en service dans 18 mois, selon les délais contractuels et la direction de l'Énergie prévoit la mise en service des premiers foyers prévus dans le cadre de ce projet à Akerrou, qui

est la commune la plus proche de la source d'énergie de Fréha, au courant de l'année 2020. Quant aux deux communes restantes, en l'occurrence Béni Zekki et Illiltin, les travaux sont en cours. Pour la première localité, la Direction de

l'énergie ambitionne de mettre en service les premiers foyers avant la fin de l'année en cours. Quant à Illiltin, le projet est bloqué par une opposition au niveau de Taghzout par les habitants qui exigent d'abord le règlement du problème de leur village en eau potable. La wilaya de Tizi-Ouzou a bénéficié, depuis 2004, de différents programmes de raccordement au gaz naturel d'un montant global de plus de 46,45 milliards de DA. Il y a eu d'abord les inscriptions antérieures à 2010 qui sont les programmes complémentaire (PC), complémentaire de soutien à la croissance (PCSC) et spécial (PS) antérieurs à 2010 dotés d'un montant total de plus de 23,7 milliards de DA, qui a permis de raccorder 120 000 foyers par la réalisation de 344 kilomètres de réseaux de haute pression, 39 postes de détente et plus de 4 000 km de réseau de distribution. Le programme quinquennal 2010/2014, doté d'une

cagnotte de 22,75 milliards de DA, soit presque l'équivalent des trois précédents programmes, porte sur le raccordement de 343 lots (groupes de villages) répartis sur les 67 communes par un réseau de distribution de 5 930 km et environ 100 km de réseau de transport pour raccorder plus 131 000 foyers, a rappelé M. Ouassif.

## La bonne de gaz butane reléguée au placard

L'arrivée du gaz naturel dans les villages les plus reculés du Djurdjura et qui passent une bonne partie de l'hiver sous l'épais manteau de neige, a soulagé de nombreux villageois qui ont relégué leur bouteille de gaz butane au placard, ne redoutant plus l'arrivée de la poudreuse, ont confié de nombreux habitants notamment à Tirourda, Ath Argane, Ighzer n'chvel et Ait Ali, à l'occasion de la mise en gaz de ces contrées reculées. Des habitants de ces villages qui redoutaient, dès l'arrivée de l'hiver, l'isolement et l'enclavement par la coupure de routes par la neige, étaient naguère contraints de réaliser des réserves en gaz butane et subsistaient souvent la

pression sur ce produit lorsque des ruptures de stocks étaient signalées en raison du blocage des accès vers leurs villages. Aujourd'hui, ce souci est derrière eux et ils peuvent désormais profiter de la beauté des paysages enneigés, ont-ils dit à l'APS. L'amélioration du taux de raccordement au réseau de gaz naturel qui a atteint actuellement 86,4 %, a eu pour effet la baisse de consommation du gaz butane. Selon les chiffres communiqués lors de la visite en novembre dernier des ministres de l'Énergie et de l'Industrie et des mines, la vente de gaz butane affiche une courbe descendante depuis 2013 en passant de 80 352 unités utilisées en 2013 à 41 159 unités en 2019 (bilan arrêté au mois de septembre 2019). Sur cette même période, la consommation de propane a baissé de 2810 en 2013 à 782 unités à septembre 2019. Ces différents programmes de raccordement ont permis de soulager les populations raccordées en leur offrant plus de confort, d'encourager l'activité économique au niveau local et de réduire la part des produits pétroliers dans la consommation énergétiques de la wilaya.

Salem K. / APS

Sétif

# Raccordement «avant le deuxième trimestre 2020» de 7 500 foyers au réseau de gaz

■ Pas moins de 7 500 foyers dans la wilaya de Sétif seront raccordés au réseau de gaz naturel «avant le deuxième trimestre de l'année 2020», a-t-on appris du directeur local de l'énergie.

Par Nassima A.

L'opération touchera 12 communes des zones nord et sud de la wilaya à l'instar des localités de Ksar El Abtal, de Beni Fouda, de Hemmam Soukhna, de Resfa, de Babour, de Belaâ, de Bazer Sakhra et de Guidjel, dans le cadre des projets portant extension du réseau d'alimentation en gaz naturel, a indiqué le même responsable relevant que la concrétisation de ce projet permettra de porter le taux de couverture en cette énergie à plus de 96 %. Puisée de la caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales, une enveloppe financière globale dépassant 1,2 milliard DA a été mobilisée dans la wilaya pour l'approvisionnement en énergie

gazière de ces zones, a-t-on encore noté, mettant en avant l'impact de ces projets dans l'amélioration des conditions de vie de la population concernée notamment celle des villages et des mechtas éloignées et d'assurer leur fixation dans leurs lieux d'origine. L'opération consiste en la réalisation d'un réseau de distribution long de 1.100 km répartis sur 13 localités de la wilaya, selon M. Meziani, faisant savoir que ce projet, lancé récemment, sera mis en service «avant le mois de ramadhan prochain». La même source a relevé que les pouvoirs publics accordent «une attention particulière» aux projets de raccordement au réseau de gaz naturel dans les zones reculées notamment, les mechtas et les villages et œuvrent à améliorer le cadre



de vie des habitants de ces régions. Dans la wilaya de Sétif, le taux de couverture en gaz naturel a connu «une nette amélioration» passant de 75 % enregistrés durant l'année 2016 à

96 % recensés la fin du mois de novembre dernier, selon les dernières statistiques établies par les services locaux de ce secteur. Aussi, pas moins de 10 477 foyers dans la capitale

des Hauts plateaux bénéficier du gaz naturel, au titre du précédent plan quinquennal 2014-2019 et les travaux sont en cours pour le raccordement de 5 950 autres foyers, a-t-on noté. Ce nombre d'habitations sera ajouté à plus de 43 000 foyers dotés de cette énergie au titre du plan quinquennal 2010-2014 à travers la réalisation d'un réseau de distribution long de plus de 2 975 km et un réseau de transport de 104 km, a-t-on signalé de même source.

N. A./APS

Assainissement du foncier industriel  
**Récupération de 56,12 ha inexploités à Laghouat**  
AU TOTAL, 56,12 hectares du foncier industriel inexploités ont été récupérés à travers les zones d'activités dans la wilaya de Laghouat, a-t-on appris dimanche des responsables de la direction de l'industrie et des mines (DIM). Englobant un total de 87 lots de terrain attribués auparavant, ce foncier industriel a été récupéré suite à l'annulation de 47 projets d'investissements non-concrétisés au niveau des zones d'activités des communes d'Aflou, El Assafia, Hassi R'mel, et la zone industrielle de Bouchaker au chef-lieu de wilaya, a déclaré le directeur du secteur Abdelaziz Harouz. Cette opération s'inscrit dans le cadre du plan de l'assainissement du foncier industriel lancé en 2013, qui a permis la récupération de 110 hectares dans cette wilaya, et l'annulation de 163 projets d'investissements. Ces projets concernent plusieurs activités industrielles et commerciales, l'artisanat, matériaux de construction, les services, et le Tourisme, a-t-on précisé. La récupération du foncier a été précédée par des mises en demeure adressées aux investisseurs concernés pour accomplir les procédures administratives nécessaires, a-t-on signalé à la DIM de Laghouat.

R. R.

Tlemcen

## Hausse du recouvrement des cotisations annuelles de 5%

La Caisse nationale d'assurance sociale des non-salariés (Casnos) à Tlemcen a enregistré une hausse de 5 % dans l'opération de recouvrement des cotisations annuelles, a-t-on appris du directeur de l'agence Casnos de la wilaya, Benzemra Sid Ahmed. Le taux de recouvrement des cotisations annuelles des non-salariés a atteint, cette année, 85 %, soit une hausse de 5 % par rapport à l'année précédente, à la faveur des actions de sensibilisation menées dans les chantiers et entreprises privées et auprès des agriculteurs et des éleveurs, ainsi qu'à l'adhésion d'un grand nombre d'artisans suite à la signature d'une convention entre la Casnos et la chambre d'artisanat et des

métiers de Tlemcen portant sur des facilités accordées quant au versement du taux minimal des cotisations annuelles dans les trois premières années du lancement du projet, a-t-on souligné. M. Benzemra a indiqué, dans ce volet, que des sessions de formation ont été organisées pour intégrer certains travailleurs du bâtiment et l'artisanat dans le circuit de l'activité réglementaire et leur accompagnement pour obtenir la carte d'artisan et disposer d'un registre de commerce. Un programme pour faire connaître des avantages de la Casnos a été élaboré comportant des portes ouvertes à travers les places publiques et les centres payeurs de la Casnos à travers 18 communes de la wilaya

pour leur épargner les déplacements vers l'agence de wilaya située à Tlemcen, en plus de l'ouverture d'un service de recouvrement chaque week-end pour le remboursement des cotisations annuelles. En outre, des bureaux itinérants ont été organisés pour les zones éloignées de la wilaya avec des agents de la Casnos chargés du contrôle et de l'orientation et un médecin conseiller chargé de la cellule d'écoute pour informer à travers du matériel informatique sur les assurances sociales, la gestion de recouvrement, le système de retraite, la carte Chiffa et autres prestations. L'Agence de Tlemcen de la Casnos recense actuellement 56 000 assurés sociaux, a-t-on fait savoir. **Samy Y.**

Chlef

## Plus de 40 exposantes au Salon de l'artisanat féminin

Plus d'une quarantaine d'artisanes prennent part au Salon de l'artisanat féminin ouvert, dimanche à Chlef, a-t-on appris auprès des organisateurs. «Quelque 43 femmes artisanes participent à l'animation de cette foire, coïncidant avec les vacances hivernales, avec l'objectif de faire la promotion de leurs produits et réalisations, tout en contribuant à la création d'une dynamique dans le secteur touristique local», a indiqué Mohamed Lakhdari, directeur de la maison de l'artisanat de la wilaya, organisatrice de la manifestation. Les participantes à

cette foire (entre femmes rurales, femmes au foyer et autres travailleuses) se recrutent parmi les amatrices (officiellement non immatriculées) de l'artisanat traditionnel, et activant notamment dans la confection de bijoux, habits traditionnels, de gâteaux et cuisine du terroir, a-t-il ajouté. Le salon est une opportunité offerte pour elles, a-t-il précisé, en vue de «promouvoir et commercialiser leurs produits, tout en rencontrant d'autres artisanes, avec qui elles pourront échanger leurs idées et savoir-faire», de façon à «pouvoir s'organiser à l'avenir, et marquer ainsi leur

contribution dans la préservation de nombreux métiers traditionnels menacés de disparition», a souligné le même responsable. Il a signalé, à ce titre, l'organisation programmée pour demain lundi, d'une journée de sensibilisation à leur profit, en vue de les informer des «opportunités d'emploi et des mécanismes de création de micro-entreprises, mis à leur disposition, dans le cadre de différents dispositifs publics initiés à cet effet, dont l'Agence de gestion du micro crédit (Angem)», a-t-il fait savoir. De nombreuses artisanes rencontrées, sur place, n'ont pas manqué d'exprimer

leur «satisfaction» à l'égard de ce type d'activités, qui contribuent, ont-elles dit «à la promotion de nos produits auprès de la population locale, tout en nous rapprochant des dispositifs et organismes du secteur, de façon à nous aider dans l'organisation de notre activité, son encadrement et développement», ont-elles estimé. Une affluence nombreuse de femmes notamment, a été enregistrée, au 1er jour de cette foire de l'artisanat féminin, abritée par la maison de l'artisanat de la cité Bensouana, jusqu'à mardi prochain. **N. T.**

M'sila

## Offre supplémentaire de 1 100 postes pédagogiques

Pas moins de 1 100 postes pédagogiques supplémentaires dans la formation professionnelle seront assurés dans la wilaya de M'sila, «dès le premier semestre de l'année 2020» à la faveur de la mise en exploitation de plusieurs structures relevant dudit secteur, ont annoncé les services de la wilaya. La même source a précisé que quatre centres de formation professionnelle actuellement en

chantier, au chef-lieu de wilaya et dans les communes de Maâdid, Ain El Khadra et Ain Errich, ajoutant qu'une enveloppe financière de plus de 800 millions de dinars a été mobilisée pour l'achèvement de ces projets. «Une offre de formation théorique de 1 100 postes sera concrétisée après la mise en exploitation de ces centres de formation», a-t-on noté de même source, expliquant que ces projets

visent à rapprocher les structures de la formation et l'enseignement professionnels de la population de la capitale du Hodna notamment celle rurale, «à l'image de la commune de Ain Errich, distante de plus de 160 km au Sud de la wilaya». La wilaya de M'sila totalise actuellement 22 centres de formation professionnelle offrant un total de 6 745 postes pédagogiques, a-t-on conclu. **APS**



Pillage des ressources du peuple sahraoui

# Un journaliste japonais brise le mur du silence

■ Pour briser le mur du silence sur la situation d'occupation du Sahara occidental, le journaliste japonais Yuichi Iwasaki mène un combat pour prouver à ses concitoyens, et à travers eux à l'opinion internationale, que les produits halieutiques en provenance du Maroc sont en réalité des richesses pillées dans les eaux territoriales sahraouies, classées parmi les plus riches bassins dans le monde.

Par Fella Y.

À fin de toucher le cœur des Japonais, sensibles aux causes humaines, Iwasaki a trouvé un moyen ingénieux pour faire connaître la cause du Sahara occidental. Il leur propose de voyager «virtuellement» grâce à des photos racontant en détail la pêche, le conditionnement et le transport des richesses halieutiques sahraouies pillées par l'occupant marocain avant de parvenir aux pays du monde, dont le pays du Soleil. Ces photographies viennent étayer un article sur ce pillage au cœur même des Territoires sahraouis, où il s'était rendu, en tant que touriste, à deux reprises en 2018. Lors d'un entretien avec APS en marge du 15<sup>e</sup> Congrès du Front Polisario, organisé récemment à Tifariti, le journaliste nippon a évoqué ce travail dans lequel il mis en évidence «le paradoxe marocain» entre l'immense richesse du Sahara occidental, l'un des plus riches pays du monde en termes de réserves de ressources naturelles, notamment halieutiques, et la face cachée d'un peuple opprimé et acculé à la pauvreté extrême. Lors de ses deux visites, Iwasaki a pu «s'infiltrer» dans les territoires sahraouis occupés où il a eu à constater de visu «le pillage et l'exploitation illégale des ressources naturelles du peuple sahraoui». Sa curiosité de journaliste l'a poussé à confirmer cet état de fait lors d'un deuxième voyage aux ports de Dakhla et Laâyoune, en août de la même année, où il a documenter par l'image l'exploitation des richesses halieutiques sahraouies par le Maroc. «Les photos éloquentes que j'ai prises ont brisé le black-out médiatique imposé par le Maroc sur la question du Sahara occidental en ce

sens où elles ont permis aux Japonais de connaître l'origine du poulpe et du thon qui font la renommée de leur gastronomie», a-t-il indiqué. L'auteur qui dit avoir été loin de penser que son travail allait attirer plus de deux millions de lecteurs au Japon, dont «le peuple, épris de liberté, a une profonde empathie pour les causes justes», explique que le conflit sahraoui était «pendant de longues années présenté d'un seul et unique angle, celui relayé par le Maroc et ses complices pour promouvoir leur version de la réalité». Cet article «a suscité le courroux» du Maroc qui «a protesté» à travers une correspondance adressé au journaliste pour savoir comment a-t-il pu recueillir autant d'informations, l'accusant même d'être «un agent». Néanmoins, les menaces de Rabat n'ont pas entamé la volonté de ce citoyen nippon de poursuivre sa lutte en faveur de la cause sahraoui, «plus déterminé encore» à continuer à agir pour son triomphe jusqu'à l'indépendance de ce peuple qui ne cesse de prouver «à quel point il est un peuple démocratique, humble et cultivé, militant pacifiquement pour sa liberté et pour l'édification de son avenir», a-t-il dit.

## Un séjour touristique qui se termine par la découverte d'une cause condamnée à l'oubli

Revenant sur la découverte de la cause sahraouie, Yuichi Iwasaki explique que c'est à la faveur d'un périple touristique en moto qu'il avait commencé du Maroc en direction de l'Afrique du Sud, en 1995. «C'était là, la découverte de l'une des causes les plus ignorées du 21<sup>e</sup> siècle». Le journaliste dit «avoir été inter-



pellé par les conditions déplorable des Sahraouis dans la ville de Tarfaya», géographiquement marocaine et historiquement sahraouie. Impressionné par «la capacité des autochtones à faire face à la rudesse du climat et à l'injustice de l'occupant, le Maroc voisin», Iwasaki se fait alors «une idée claire de ces prétendus territoires touristiques marocains», dit-il, et «où est perceptible la réalité de dizaines d'habitants, éparpillés çà et là dans ce vaste étendu de sable, vivant dans l'injustice, la misère et la privation des droits humanitaires, les plus élémentaires». Halima, une sahraouie de la génération née avec le déclenchement de la révolution sahraouie, a été pour le journaliste la première confrontation avec l'amère réalité du combat du peuple sahraoui, «soumis à l'oppression et à la torture dans

les Territoires occupés». «J'ai entendu beaucoup d'histoires dramatiques sur le calvaire des Sahraouis sur ses propres territoires occupés», a-t-il témoigné. Depuis, le journaliste a adopté la cause sahraouie «en tant que cause humanitaire à défendre» et s'y est attaché de plus en plus en découvrant toute la solidarité internationale dont elle jouit, au contact des délégations étrangères qui soutiennent les Sahraouis aussi bien dans les Terres occupées que dans les Camps des réfugiés. Conscient de «la difficulté, voire l'impossibilité, de pouvoir revenir sur les Territoires sahraouis occupés», le journaliste japonais se dit déterminé à «continuer à militer pour la vulgarisation et le triomphe de la cause sahraouie, partant de sa profonde conviction que c'est une question de décolonisation».

Après sa dernière visite à Tifariti (Territoires occupés), le journaliste envisage de publier d'autres articles dans le plus célèbre magazine japonais et d'animer des conférences dans les universités de son pays, ciblant ainsi un maximum de lecteurs assoiffés de vérité sur le conflit au Sahara occidental. Lors de cet entretien, M. Iwasaki a tenu à exprimer son admiration et sa considération à l'Algérie pour sa solidarité inégalée avec les causes de libération à travers le monde, notamment celle du Sahara occidental, estimant que «le plus admiratif c'est l'attachement du peuple et de la direction de l'Algérie à cette position immuable depuis près de 44 ans».

F. Y./APS

Tunisie

## «Il n'existe aucun différend entre Saied et Jemli»

Kais Argoubi, chargé de l'information auprès du Chef du gouvernement tunisien désigné, Habib Jemli, a démenti l'existence d'un différend entre le président de la République tunisienne, Kais Saied, et Jemli. «Les informations circulant autour de l'existence d'un différend entre Saied et le Chef du gouvernement désigné sont dénuées de fondement», a souligné Argoubi dans un post Facebook, précisant que Jemli «est en train de former son gouvernement en étroite collaboration avec le président de la République». Et d'ajouter que la liste du gouvernement sera prête dans les délais constitutionnels. D'après lui, Jemli choisira son équipe gouvernementale selon les critères de compétence, d'intégrité, de propreté des mains et d'indépendance. L'objectif, selon lui, est que ce gouvernement puisse jouir d'un large soutien des différents acteurs politiques et de tous les tunisiens. Le Chef du gouvernement désigné, Habib Jemli, avait déclara-

ré, vendredi dernier, qu'il avait informé le président de la République de son intention de former un gouvernement composé d'indépendants comme il l'avait annoncé avant. Lors d'une séance de travail tenue, vendredi dernier au Palais de Carthage, avec Saied, Habib Jemli s'était dit déterminé à procéder à une vérification de la compétence et de l'intégrité des candidats et à leur position apolitique, formant le vœu d'annoncer la composition du gouvernement dans les plus brefs délais. Habib Jemli avait entamé, depuis le 19 novembre, à Dar Dhiafa à Carthage, des concertations autour de la formation du futur gouvernement. Le 12 décembre courant, il a sollicité du président de la République de prolonger le délai d'un mois pour former le nouveau gouvernement. Le Chef du gouvernement désigné avait été chargé par le chef de l'Etat le 15 novembre de former le nouveau gouvernement après avoir été proposé par le

mouvement Ennahdha, qui a remporté le plus grand nombre de sièges au Parlement lors des dernières législatives.

## L'UGTT appelle à accélérer la formation du gouvernement

Le secrétaire général de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), Nourredine Taboubi, a appelé à accélérer la formation du gouvernement afin de garantir la continuité de l'Etat, rapportent des médias locaux. «Les concertations autour de la formation du prochain gouvernement ont pris beaucoup de temps. Cette situation ne peut plus perdurer. Si des points faibles apparaissent, il sera toujours possible d'y remédier ultérieurement», a affirmé Taboubi dans une déclaration aux médias, à l'issue de son entretien avec le Chef du gouvernement désigné, Habib Jemli, à Dar Dhiafa, à Carthage. «L'engagement du Chef du gou-

vernement désigné à former un gouvernement composé d'indépendants ne doit donc pas prêter à confusion, pour que sa crédibilité et celle du gouvernement ne soient pas remises en question», a-t-il encore insisté. Le secrétaire général de l'organisation syndicale a, dans ce contexte, formulé l'espoir de voir la composition du gouvernement annoncée avant la célébration du jour de l'an, estimant que cette annonce est de nature à reconforter les donateurs internationaux. Le Chef du gouvernement désigné, Habib Jemli, devait tenir une conférence de presse, hier après-midi, selon son chargé de communication, Kais Argoubi. Vendredi dernier, le Chef du gouvernement désigné, Habib Jemli, avait déclaré qu'il avait informé le président de la République de son intention de former un gouvernement composé d'indépendants comme il l'avait annoncé auparavant.

Sabiha O.



Irak

# Des raids meurtriers US contre une faction pro-Iran suscitent l'indignation

■ Au moins 25 combattants irakiens ont été tués à la frontière irako-syrienne dans des raids de représailles américains contre une faction pro-Iran qui ont suscité hier une vague d'indignation en Irak. Face à la multiplication des attaques visant leurs intérêts en Irak – non revendiquées mais qui sont pour Washington le fait des factions pro-Iran – les États-Unis avaient récemment promis «une réponse ferme».

Par Rosa C.

Téhéran a de son côté estimé que ces frappes montrent le «soutien au terrorisme» de Washington car les brigades du Hezbollah, la faction pro-Iran visée dimanche soir, appartient au Hachd al-Chaabi, une coalition de paramilitaires formée pour lutter contre le groupe jihadiste État islamique (EI) et désormais intégrée aux forces irakiennes. Les frappes américaines ont fait «25 morts et 51

blessés – des combattants et des commandants – et le bilan pourrait encore grimper», indique hier le Hachd. Il affirme toujours «des autres options sur la table» après une série d'attaques ces deux derniers mois contre des intérêts américains en Irak, pays en pleine révolte contre le pouvoir et son parrain iranien, et où Washington a perdu son influence. Pour plusieurs de ces attaques, des sources américaines avaient pointé du doigt les brigades du Hezbollah et estiment que les factions pro-Iran du Hachd sont une menace qui dépasse celle des cellules clandestines du groupe jihadiste État islamique (EI). Une «menace», c'est aussi comme cela qu'une part de la classe politique irakienne décrit désormais la présence de 5 200 soldats américains sur son sol. La campagne, récurrente en Irak, pour bouter les États-Unis et leurs soldats du pays, est repartie de plus belle après l'attaque américaine. Le porte-parole militaire du Premier ministre démissionnaire Adel Abdel Mahdi a dénoncé «une violation de la souveraineté irakienne», tandis que les brigades du Hezbollah ont appelé à

«dissuader des milices ou l'Iran». Il a dit avoir discuté avec le président américain Donald Trump «des autres options sur la table» après une série d'attaques ces deux derniers mois contre des intérêts américains en Irak, pays en pleine révolte contre le pouvoir et son parrain iranien, et où Washington a perdu son influence. Pour plusieurs de ces attaques, des sources américaines avaient pointé du doigt les brigades du Hezbollah et estiment que les factions pro-Iran du Hachd sont une menace qui dépasse celle des cellules clandestines du groupe jihadiste État islamique (EI). Une «menace», c'est aussi comme cela qu'une part de la classe politique irakienne décrit désormais la présence de 5 200 soldats américains sur son sol. La campagne, récurrente en Irak, pour bouter les États-Unis et leurs soldats du pays, est repartie de plus belle après l'attaque américaine. Le porte-parole militaire du Premier ministre démissionnaire Adel Abdel Mahdi a dénoncé «une violation de la souveraineté irakienne», tandis que les brigades du Hezbollah ont appelé à



«dégager l'ennemi américain». Une autre faction pro-Iran, Assaïb Ahl al-Haq, dont les chefs ont récemment été visés par des sanctions américaines, a estimé que «la présence militaire américaine est devenue un fardeau pour l'État irakien et, surtout, une source de menace». «Il est désormais impératif de tout faire pour les expulser par tous les moyens légitimes», indique-t-elle dans un communiqué. Le numéro deux du Parlement, issu du mouvement du leader chiite Moqtada Sadr, a appelé l'État à «prendre les mesures nécessaires» face aux attaques américaines, de même que la puissante organisation Badr, autre faction armée pro-Iran. Plusieurs députés ont déjà appelé à dénoncer l'accord irako-américain qui autorise la présence de troupes américaines dans le

pays. Les attaques contre des intérêts américains ou des bases des pro-Iran font aussi redouter ce contre quoi les dirigeants irakiens mettent en garde depuis des mois : que leurs deux alliés américain et iranien utilisent leur sol comme un champ de bataille. Et l'escalade est nette : depuis le 28 octobre, onze attaques à la roquette ont visé des bases où sont postées des soldats ou des diplomates américains, et jusqu'à l'ambassade américaine dans l'ultra-sécurisée Zone verte de Baghdad. Les dix premières attaques ont fait un mort et des blessés parmi les militaires irakiens mais celle de vendredi soir a marqué un tournant, avec la mort d'un sous-traitant américain et l'ampleur de l'attaque – 36 roquettes tirées.

R. C.



## Commentaire

Exception

Par Fouzia Mahmoudi

Announced il y a quelques semaines par le gouvernement français comme la réforme de retraite la plus équitable et universelle en date, la réforme des retraites présentée par le Premier ministre fait de plus en plus la part belle aux exceptions. Des exceptions qui justement devaient être gommées mais qui aujourd'hui apparaissent comme autant des défaits du gouvernement d'Emmanuel Macron, incapable de rester ferme sur les changements décidés. En effet, face à la contestation, et conformément au cap fixé par Edouard Philippe, le gouvernement a accepté de réaliser plusieurs aménagements de sa réforme des retraites. «On a toujours dit qu'un système universel, ce n'est pas un système uniforme», avait notamment déclaré le Premier ministre. Des concessions ont déjà été faites par l'exécutif à différents corps de métier. Du côté de la SNCF, le gouvernement a repoussé l'entrée des cheminots dans le nouveau système, qui concernera les personnes nées à partir de 1985 pour les conducteurs au statut, contre 1975, pour une bonne partie de la population, et celles nées à partir de 1980 pour les sédentaires au statut. L'âge de départ sera par ailleurs «remonté très progressivement en tenant compte de la durée passée au statut», selon Jean-Pierre Farandou, patron de la SNCF. Pour les salariés de la RATP, un calcul des droits acquis fin 2024 sur les six derniers mois avec un coefficient avantageux est proposé et des discussions sur la pénibilité doivent avoir lieu. Pour autant, ces propositions n'ont pas suffi à amadouer la majorité des syndicats, privant Macron de la trêve de Noël appelée de ses vœux. Les gendarmes, pompiers, surveillants pénitentiaires ou contrôleurs aériens ont rapidement vu confirmer leur droit à des départs anticipés à 57, voire 52 ans, au titre de leurs «fonctions dangereuses», les policiers se sont mobilisés de leur côté pour obtenir des garanties de l'exécutif. «Dès lors qu'ils occupent des fonctions régaliennes de protection de la population et compte tenu des dangers auxquels ils sont exposés, les policiers continueront à bénéficier des dérogations à l'âge de départ à la retraite», a assuré le ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner. Soit la possibilité d'ouverture des droits à 52 ans et un départ à la retraite à 57 ans. Face à une mobilisation d'ampleur dans l'éducation, le gouvernement a promis de revaloriser les salaires des enseignants, opposés au calcul de leur retraite sur l'ensemble de leur carrière, contre les six derniers mois actuellement. Le niveau des pensions doit être «sanctuarisé» et les revalorisations nécessaires mises en place progressivement à partir de 2021. Les syndicats, qui manquent d'éléments concrets, seront reçus par le ministre de l'Éducation nationale la semaine du 13 janvier. Du côté du personnel soignant, en étendant aux fonctionnaires le «compte pénibilité», réservé aux salariés du privé, et en prenant mieux en compte le travail de nuit, 20 à 30 % des infirmières et aides-soignantes pourront partir avant 62 ans, et, au mieux, à 60 ans, assure l'exécutif. Ainsi, plus les jours passent et plus la liste des «concessions» et des «exceptions» s'allonge, ôtant à cette réforme sa prétention première d'universalité devant mettre tous les travailleurs français sous le même régime. C'est ainsi un nouveau coup manqué pour Macron qui voit durant son mandat se dérouler la grève la plus longue de l'histoire en France, une grève dont on ne voit par ailleurs toujours pas le bout et qui finit par émailler la fermeté présentée d'abord par le gouvernement.

F. M.

New York

## Une inculpation après une attaque «terroriste» contre la communauté juive

Un suspect a été inculpé dimanche de cinq chefs d'accusation pour tentative d'homicide après une attaque à l'arme blanche menée samedi soir lors d'une fête religieuse juive dans la résidence d'un rabbin près de New York, une agression qui a poussé Donald Trump à appeler à «éradiquer le fléau de l'antisémitisme». Le suspect, Grafton Thomas, 37 ans, a comparu devant la justice lors d'une audience préliminaire en fin de matinée. Cinq chefs d'accusation pour «tentative d'homicide» et un pour «cambriolage» ont été retenus contre lui, a indiqué dans un communiqué la police locale, précisant que sa caution avait été fixée à cinq millions de dollars. Grafton Thomas est accusé d'avoir pénétré samedi soir, lors de la fête juive de Hanouka, dans la maison d'un rabbin de Monsey, ville située à 50 km au nord de New York, avec une arme blanche. «Un grand couteau, comme une machette ou un sabre», selon le témoignage dimanche devant la presse de Joseph Gluck, qui se trouvait dans la maison lors de l'agression. «Il a commencé à frapper les gens à droite et à gauche», a-t-il raconté, ajoutant lui avoir jeté une table basse

pour attirer son attention et lui faire quitter la maison. L'agresseur, qui a essayé de pénétrer dans une synagogue voisine, a pris la fuite après l'attaque, avant d'être arrêté par la police. Il a plaidé non coupable et comparaitra de nouveau le 3 janvier. Le témoin Joseph Gluck a raconté avoir noté sa plaque d'immatriculation et l'avoir transmise à la police. Au total, cinq personnes ont été blessées. Elles ont été hospitalisées mais les autorités n'ont pas donné de détails sur leur état de santé. Yossi Gestetner, co-fondateur de la branche locale de l'association juive orthodoxe OJPAC, a déclaré affirmé au «New York Times» que l'une des victimes est le fils de ce rabbin. Le gouverneur de l'État de New York Andrew Cuomo a qualifié dimanche l'attaque «d'acte terroriste». «Nous avons de dangereux crimes motivés par la haine que nous combattons, mais je pense que nous sommes maintenant au-delà de ça. Je pense que c'est un acte terroriste. Je pense que c'est du terrorisme intérieur sur place. Cette attaque survient dans un contexte de montée d'agressions antisémites aux États-Unis. Le comté de

Rockland, où est situé Monsey, est celui qui compte la plus forte proportion de population juive aux États-Unis, avec 90 000 personnes soit 31,4 % des habitants. «L'État de New York a zéro tolérance pour l'antisémitisme et l'assailant devra faire face à la loi dans toute sa rigueur», a déclaré le gouverneur Cuomo sur Twitter. Suite à l'attaque, le maire de New York Bill de Blasio a annoncé la création de comités de quartier chargés de prévenir les crimes haineux, parallèlement à une intensification des patrouilles de la police de New York. «La crainte d'un prochain acte de terreur ne deviendra pas une nouvelle normalité pour nos voisins juifs. À New York, la diversité est notre force et nous respectons les traditions de tous ceux qui considèrent New York comme leur foyer», a déclaré le maire dans un communiqué. Sur Twitter, le président Donald Trump a appelé dimanche à «éradiquer le fléau de l'antisémitisme». «L'attaque antisémite à Monsey lors de la septième nuit de Hanouka, est horrible. Nous devons tous nous réunir pour combattre, défier et éradiquer le fléau néfaste de l'antisémitisme», a écrit M. Trump.



Samedi prochain à Tizi-Ouzou

# Rencontre artistique «Beihdja Rahal, sur la trace de Cheikh El Hasnaoui»

■ *Durant cette rencontre, la projection d'un film intitulé «Rencontre de Beihdja Rahal avec Cheikh El Hasnaoui», qui retrace la rencontre entre ces deux artistes chez le cheikh à l'île de la Réunion en 2001, est programmée.*

Par Adéla S.

«**B**eihdja Rahal, sur la trace de Cheikh El Hasnaoui» est le thème d'une rencontre artistique qui se tiendra samedi prochain à la maison de la cul-

## Manifestation «Mila lit» Plus de 60 auteurs à la 4<sup>e</sup> édition

**PLUS** de 60 auteurs de plusieurs wilayas participent à la 4<sup>e</sup> édition de la manifestation «Mila lit» ouverte dimanche à la maison de la culture Mohamed-Ladraa. Selon le président du club «Mila lit», Lakhdar Ghichi, la manifestation comprend plusieurs activités visant à encourager la lecture, incluant des ventes dédiées des ouvrages d'une soixantaine d'écrivains attendus le long de la manifestation. Des ateliers d'écriture littéraire et des concours de lecture pour enfants figurent au programme de la manifestation, a indiqué Mehanni Abdelhak, directeur de la maison de jeunes qui a affirmé le soutien de son établissement aux jeunes talents dans les divers domaines. Abderaouf Zouaoui, jeune auteur d'Annaba, présente à l'occasion aux lecteurs son roman «*Wahm el-Hakika*» (Illusion de vérité). Driss Khelifa de la wilaya de Tipasa participe pour la première fois à la manifestation avec deux ouvrages «*Sakoura*» et «*Rihlet koreich*». Les deux auteurs ont salué l'initiative qui encourage les jeunes écrivains et leur offre l'occasion de rencontrer le public.

D. H.

ture Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou, a annoncé, dimanche, la direction locale de la culture dans un communiqué.

Cette rencontre sera précédée par une visite, dans la matinée, du village natal du défunt maître du chaabi, Cheikh El Hasnaoui, à savoir Taaizib dans le douar d'hesnaouen (commune de Tizi-Ouzou), par la chanteuse et interprète de musique andalouse, Beihdja Rahal, selon le programme communiqué à la presse.

Dans l'après-midi, la projection d'un film intitulé «*Rencontre de Beihdja Rahal avec Cheikh El Hasnaoui*», qui retrace la rencontre entre ces deux artistes chez le cheikh à l'île de la Réunion en 2001, est programmée.

Il est aussi prévu une confé-



rence-débat qui sera présentée par Beihdja Rahal et qui sera suivie par l'interprétation de

chansons de Cheikh El Hasnaoui par le jeune artiste Arezki Ouali. Ce programme

sera clôturé par un récital de chants avec Beihdja Rahal.

A. S./APS

## Préservation du patrimoine national

### Plus de 12 000 biens culturels récupérés entre 2012 et 2017

**A**u total, 12 169 biens culturels nationaux ont été récupérés de 2012 à 2017 à l'échelle nationale, a indiqué, dimanche à Ain Defla, un responsable du ministère de la Culture, signalant que cette action s'inscrit dans le cadre de la préservation du patrimoine culturel national et sa valorisation. Outre les biens culturels ayant fait l'objet de vol ou de commerce illicite, la récupération en question concerne, notamment, les objets détériorés suite à des fouilles entamées sans autorisation préalable de la tutelle, a précisé le commissaire du patrimoine culturel au ministère de la Culture, Midjad Balamis, à l'ouverture de la seconde édition de la rencontre nationale des musées ouverte en fin d'après-midi au musée municipal de Ain Defla. Tout en faisant état de l'existence au sein du ministère de la Culture d'une direction versée dans la protection légale des biens culturels et la valorisation du patrimoine culturel, elle a mis l'accent sur le fait que les fouilles doivent

obéir à un certain nombre de conditions et de critères «rigoureux». «*Notre démarche s'inscrit dans le cadre des efforts visant la préservation du patrimoine national et, par ricochet, sa valorisation et son enrichissement afin d'en montrer la diversité*», a-t-elle soutenu. 51 autorisations de recherche archéologique ont été délivrées durant l'année 2019 dont certaines au profit du Centre national de recherche en archéologie, du Centre national de recherche en préhistoire ainsi qu'à la faculté d'archéologie de l'université d'Alger, a par ailleurs fait savoir M<sup>me</sup> Balamis. S'attardant sur les musées, elle a mis en avant leur rôle inhérent aux aspects culturels, sociaux et économiques, signalant que l'objectif de la rencontre nationale des musées consiste à «*fédérer les efforts visant la protection du patrimoine culturel national*». «*Il est clair que chaque musée se distingue des autres structures du même genre en fonction des spécificités de la région où il est implanté, l'essentiel est le rôle joué en*

*matière de contribution à la sauvegarde du patrimoine national*», a-t-elle observé. «*Le patrimoine fait appel à l'idée d'un héritage légué par les générations qui nous ont précédés, et que nous devons transmettre intact ou augmenté aux générations futures*», a-t-elle ajouté, observant que la protection du patrimoine est un enjeu de civilisation. Le directeur de la Culture de Ain Defla, Hasnaoui Mahmoud, a de son côté noté que cette rencontre constitue une opportunité pour l'échange des expériences et des connaissances entre les différents musées nationaux, émettant le souhait de voir la population locale découvrir des facettes du patrimoine culturel national. Des expositions, des communications et des ateliers pédagogiques figurent au programme de cette rencontre de trois jours à laquelle prennent part huit musées nationaux ainsi que l'Office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés.

Racim C.

## Promotion de l'amazighité

### Inauguration d'un espace du livre amazigh à l'université d'Adrar

**U**n espace dédié au livre amazigh a été inauguré dimanche au niveau de l'université «Ahmed-Draya» d'Adrar, lors d'une cérémonie présidée par le secrétaire général (SG) du Haut commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, en présence des autorités locales et d'un panel d'universitaires, linguistes, anthropologues et

hommes de lettres. Intervenant à l'occasion, le SG du HCA a souligné que «*cette démarche, retenue au titre de la convention de partenariat entre le HCA et l'université d'Adrar, signée fin 2018, s'assigne comme objectifs la mise en œuvre des projets culturels et académiques constructifs faisant partie des missions du HCA*». Cette convention porte,

entre autres, sur la création d'un espace dédié au livre amazigh, l'organisation de rencontres académiques à l'université d'Adrar avec la participation de linguistes, d'hommes de lettres, anthropologues, historiens, en sus de l'écriture du patrimoine immatériel de la région à la faveur des programmes du HCA, a indiqué Si El Hachemi Assad. Le même

responsable s'est félicité, à cette occasion, des mesures prises pour la mise en œuvre de ce partenariat, lequel, a-t-il dit, sera accompagné par les autorités locales et les secteurs de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur pour la généralisation graduelle de l'utilisation de la langue amazigh dans le secteur scolaire. «*La mise en œuvre des*

*clauses de cette convention s'est traduite par l'inauguration de cet espace au niveau de l'université d'Adrar à la faveur de la remise par le HCA, d'un lot d'ouvrages en vue d'enrichir cet espace et de le renforcer, à chaque fois, de nouvelles publications projetées*», a soutenu le même responsable. Il a ajouté que l'espace du livre amazigh revêt une grande importance du HCA, car, a-t-il expliqué, il servira de siège à la commission amazighe de l'Académie africaine des langues, tenue les 29 et 31 octobre derniers à Addis-Abeba (Éthiopie), dans le cadre des ateliers opérationnels portant création des commissions des langues amharique, arabe et amazighe, qui a recommandé la création du siège de l'espace de la commission amazighe, dont l'université d'Adrar a été élue pour abriter ce siège.

R. C.

## Salon national du livre de Skikda 10 maisons d'édition au rendez-vous

**D**ix maisons d'édition exposent divers titres au Salon national du livre ouvert dimanche dans sa première édition au palais de la culture du centre-ville de Skikda. «*Le but de la manifestation est d'encourager la lecture et d'offrir aux étudiants l'opportunité de trouver ouvrages, manuels et livres liés aux divers domaines du savoir et des sciences*», a déclaré le directeur du palais de la culture,

Noureddine Boudemagh. Le salon, qui se poursuivra au 31 décembre courant, attire depuis son ouverture de nombreux visiteurs dont certains ont indiqué à l'APS attendre cette opportunité depuis la rentrée scolaire pour se procurer les ouvrages désirés, notamment de soutien scolaire. Samia Djefal, écrivaine de Skikda, participe à ce salon avec son nouveau livre *El-Idara* (l'admi-

nistration) dans lequel elle aborde dans un style narratif attrayant les problèmes rencontrés au sein de l'établissement scolaire et les solutions à y apporter par la famille pédagogique. Les maisons d'édition participant au salon, dont les représentants ont affirmé leur satisfaction quant au niveau de l'affluence, viennent d'Alger, Batna, Sétif, Skikda, Oran, Ghardaïa, El-Eulma (Sétif).

Daili H.



Cyclisme/Championnats arabes sur piste (3<sup>e</sup> journée)  
**Boukhari décroche la 3<sup>e</sup> médaille d'or**

**LE CYCLISTE** Youcef Boukhari a bonifié la moisson algérienne d'une troisième médaille d'or aux Championnats arabes sur piste qui se déroulent en Egypte, en reportant le sprint individuel des juniors (garçons), dimanche au Caire. Il s'agit de la deuxième médaille d'or personnelle pour Boukhari, après celle remportée vendredi lors de la première journée de compétition, dans l'épreuve de l'omnium, alors que la troisième médaille d'or a été l'oeuvre de la jeune

Nour Yasmine Bouzenzen, dans l'épreuve du Keirin (juniors/filles), disputée le lendemain, samedi. Outre Boukhari, deux autres cyclistes algériens se sont illustrés lors de cette troisième journée de compétition, à savoir Seddik Bengani, qui a remporté une médaille de bronze au sprint individuel des juniors et Bouzenzen, vainqueur de deux médailles d'argent chez les juniors : une sur l'omnium et l'autre sur le sprint individuel.

Handball/Trophée «Carpati»

**L'EN battue par les Pays-Bas**

**LA SÉLECTION** algérienne de handball (messieurs) s'est inclinée face à son homologue néerlandaise sur le score de 26 à 28 en match de classement du tournoi «Carpati», disputé dimanche à Bucarest. Les hommes du coach national Alain Portes ont mené à la mi-temps par 15-14, avant de s'incliner durant la seconde période. La finale du tournoi oppose en ce moment la Macédoine à la Roumanie, victorieuse samedi des Pays-Bas (27-25). Cette échéance préparatoire intervient quelques jours après un stage des «Verts» effectué en Pologne, réservé aux joueurs locaux et ponctué par quatre matchs amicaux, soldés par trois victoires face à l'équipe B de Pologne 30-23, Gdansk (Div.1) 26-20 et GKS

Zukowo (Div.2) 35-23, contre une défaite devant cette même équipe B de Pologne sur le score de 26-33. Lors de la 24<sup>e</sup> édition de la CAN, l'Algérie évoluera dans le groupe D à quatre équipes après le retrait du Sénégal. Il s'agit du Maroc, du Congo et de la Zambie. Les quatre équipes se qualifient pour les huitièmes de finale. Seize pays participeront à la CAN-2020, dont le vainqueur final empochera l'unique billet qualificatif pour les Jeux Olympiques Tokyo-2020. Le rendez-vous de Tunisie est également qualificatif au Championnat du monde Egypte-2021. La dernière participation algérienne aux Jeux Olympiques remonte à 1996 à Atlanta (Etats-Unis).

Athlétisme

**Stage pour arbitres à Tissemsilt**

**UN STAGE** de formation des arbitres d'athlétisme, premier du genre dans la wilaya, a été lancé dimanche à l'OPO «chahid Djillali Bounaama» de Tissemsilt. Ce stage organisé, à l'initiative de la ligue de wilaya d'athlétisme en coordination avec la fédération algérienne d'athlétisme FAA, cible 45 arbitres de wilayas de Tissemsilt, Tiaret, Relizane, Mascara, Mostaganem et Naâma. Ces arbitres sont formés cinq jours durant sur les nouvelles techniques d'arbitrage des compétitions et adoptées par la Fédération Internationale d'athlétisme, en plus de les informer des nouvelles lois d'arbitrage conformément aux normes internationales en vigueur. Ce

stage supervisé par deux arbitres nationaux désignés par la Fédération algérienne d'athlétisme, comprend également un entraînement pratique des arbitres de wilaya afin d'améliorer leur forme physique, ainsi que des travaux pour les adapter aux compétitions sportives dans les terrains de l'athlétisme. Cette formation permet également aux arbitres d'obtenir un diplôme d'arbitrage régional leur permettant de gérer les compétitions régionales dans le domaine de l'athlétisme, comme celles programmées durant la saison sportive en cours, selon le président de la ligue de wilaya d'athlétisme, Mohamed Ould Omar.

Tennis de table

**30 entraîneurs et arbitres se forment**

**VINGT-DEUX** arbitres et huit entraîneurs ont pris part dimanche à un stage de formation de tennis de table, lancé à l'école nationale des sports olympiques de la wilaya de Sétif. Cette formation de trois jours a été organisée à l'initiative de la ligue locale de tennis de table en coordination avec la Fédération algérienne de cette discipline et la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS), a indiqué à l'APS le directeur technique de la ligue de wilaya de ce sport, Fakhreddine Sebba. Encadré par des experts algériens ayant une expérience internationale en tennis de table, ce stage vise à former les entraîneurs et arbitres

aux nouvelles techniques introduites dans ce sport et d'élever leurs capacités techniques afin de contribuer à la promotion de cette spécialité, qui connaît «un engouement grandissant» dans la wilaya Sétif, a précisé le même responsable. En plus de la présentation de cours théoriques sur les règles en vigueur, des séances pratiques seront organisées au profit des entraîneurs et arbitres débutants au cours de cette formation ont fait savoir les experts internationaux, Salah Charbel de Sétif (formateur d'arbitres) et Ibrahim Laâzazi de la ville de Larbaâ (Alger).

Coupe de la Confédération (3<sup>e</sup> journée)/PAC 1-Enyimba 0  
**Les Jaune et Bleu croient en leur étoile**

■ Les Jaune et Bleu du Paradou AC se sont relancés dans la course à la qualification aux quarts de finale de la Coupe de la Confédération africaine, avec leur victoire avant-hier soir au stade Mustapha-Tchaker de Blida sur la formation nigériane d'Enyimba sur le score de (1/0), lors de cette troisième journée de la C2.



Les Pacistes réussissent leur premier succès

Par Mahfoud M.

**C**est une belle opération pour les pouillains de Chalo qui enregistrent leur premier succès dans cette compétition après avoir enregistré un nul face aux Ivoiriens de San Pedro et perdu leur dernier match à domicile face aux Marocains de Hassania Aghadir. L'unique réalisation du match a été l'oeuvre de Ghorab qui a bien exploité une passe en retrait de Bouzouk. Grâce à ce succès, les «Pacistes» remontent à la 2<sup>e</sup> place du groupe D avec 4 points,

derrière les Marocains de Hassania Agadir (7 pts), auteurs d'un précieux nul en Côte d'Ivoire contre San Pedro (1-1). Enyimba est 3<sup>e</sup> avec 3 points, tandis que San Pedro ferme la marche avec 2 unités. Lors de la 4<sup>e</sup> journée prévue le 12 janvier, le PAC se rendra au Nigeria pour affronter Enyimba, tandis que Hassania Agadir accueillera San Pedro. Tout reste jouable donc pour les coéquipiers de Zorgane qui doivent croire en leurs chances de qualification pour le prochain tour, surtout s'ils savent négocier les sorties qui les attendent et qui seront très importantes pour

la formation paciste. Le groupe semble avoir dépassé la crise qu'il avait vécue lors des dernières journées qui ont vu l'équipe enregistrer des résultats décevants. Avec trois succès consécutifs en championnat, le PAC sort peu à peu de la zone rouge, surtout qu'il aura à jouer quatre matchs en retard qui peuvent lui valoir de jouer même les premiers rôles s'il sait les négocier de la meilleure manière. L'essentiel est que la bande à Chalo est consciente de ce qui l'attend maintenant pour la suite du parcours dans cette compétition africaine. **M. M.**

Coupe d'Algérie (32<sup>e</sup> de finale)

**L'US Biskra passe logiquement**

**L**US Biskra (Ligue 1) a validé dimanche son billet pour les 1/16 de finale de la Coupe d'Algérie de football, en battant en déplacement Nasr El-Fedjoudji (inter-régions/Est) 2-1 (mi-temps : 1-1), en match disputé au stade Souidani-Boudjemaâ de Guelma. Les visiteurs ont ouvert le score par Dekhia sur penalty (22'), avant que les locaux ne remettent les pendules à l'heure grâce à Kara peu avant la pause (43'). Les gars des «Ziban» ont marqué le but de la qualification par l'entremise de Salah Seghier (78'). En 16<sup>e</sup> de finale, l'USB se rendra à Oran pour affronter le petit poucet de l'épreuve, le CSA Marsa (Régionale 2), dimanche prochain au stade de la Marsa. La logique a été plutôt respectée dans les autres rencontres des 32<sup>e</sup>s de finale, disputées jeudi et samedi, et devant se clôturer le 5 janvier avec les deux derniers matchs au programme : AS Ain M'lila (L1) - JS Kabylie (L1) et

USM Alger (L1) - USM Khenchela (Ama.).

**Quatre matchs pour lancer les 16<sup>e</sup> de finale jeudi**

Les 16<sup>e</sup> de finale de la Coupe d'Algérie de football débiteront jeudi prochain avec le déroulement de quatre rencontres et s'étaleront jusqu'au 27 janvier, selon le programme dévoilé par la Fédération algérienne (FAF) sur son site officiel. Les matchs se poursuivront samedi et seront

marqués notamment par le choc entre le leader de la Ligue 2, l'Olympique Médéa, et son homologue de la Ligue 1 et détenteur du trophée, le CR Belouizdad. L'affiche entre pensionnaires de l'élite, CS Constantine - JS Saoura, constituera l'autre attraction de ce tour. Rappelons que deux matchs restent à disputer pour mettre à jour les 32<sup>e</sup>s de finale. Il s'agit d'AS Ain M'lila (L1) - JS Kabylie (L1) et USM Alger (L1) - USM Khenchela (Ama.), fixés au dimanche 5 janvier.

**Programme des 16<sup>e</sup> de finale :**  
**Jeudi 2 janvier :**  
 CABBA (Ligue 1) - ASK (Ligue 2)  
 ASOC (L1) - IRBB (Inter-régions)  
 MCO (L1) - ARBG (IR)  
 ABCL (Amateur) - ESS (L1)  
**Samedi 4 janvier :**  
 AB (L2) - CRZ (IR)  
 SCM (IR) - USMBA (L1)  
 USMA (L2) - CRVM (Ama.)  
 ESG (IR) - MSPB (Ama.)  
 RCA (L2) - NAHD (L1)

OM (L2) - CRB (L1)  
**Dimanche 5 janvier :**  
 CSC (L1) - JSS (L1)  
 CSAM (Rég.2) - USB (L1)  
**Jeudi 23 janvier :**  
 PAC (L1) - MCBEB (IR)  
 WAB (Ama.) - MCA (L1)  
**Lundi 27 janvier :**  
 CRBA (IR) - ASAM (L1) ou JS K (L1)  
 ASMO (L2) - USMA (L1) ou USMK (Ama)



# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Gharđaia

## Le corps sans vie d'un jeune porté disparu retrouvé à El Ateuf

LE CORPS sans vie d'un jeune d'une vingtaine d'années porté disparu depuis deux jours a été retrouvé dimanche dans le reg de la localité d'El Ateuf, à l'Est de Gharđaia, indique hier, un communiqué de la cellule de communication du groupement de la Gendarmerie nationale de Gharđaia. La victime répondant aux initiales H.H.M dont le corps a été découvert près d'une grotte dans une zone rocailleuse d'El Ateuf, souffrait de troubles mentaux, selon ses proches contactés par l'APS. Aussitôt avi-

sés par les parents de la disparition de leur enfant, les éléments de la Gendarmerie nationale accompagnés de nombreux citoyens ont effectué un ratissage de la région d'El Ateuf appuyés par un hélicoptère de cette institution. La police scientifique a aussi ratissé l'environnement du lieu de la découverte du corps inerte pour tenter de réunir quelques éléments pour l'enquête et qui pourraient mener éventuellement à élucider la mort de la victime, ajoute le communiqué. S.Y.

Oran

## Saisie de cinq quintaux de viandes blanches impropres à la consommation

QUELQUE cinq quintaux de viandes blanches impropres à la consommation ont été saisis par les éléments de la Gendarmerie nationale de Bir El Djir (Est d'Oran), a-t-on appris lundi de ce corps sécuritaire. Agissant sur informations faisant état de la présence d'un conducteur d'un petit camion s'adonnant à la vente illégale de viandes blanches au niveau du CW 74 menant au douar Boudjemâa, les éléments du groupement territorial de Bir El Djir ont intercepté le véhicule venant d'Aïn El Turck au niveau d'un point de contrôle, dressé sur le même axe routier. La fouille du véhicule

utilitaire a permis de découvrir 231 poulets égorgés représentant un poids total de 520 kilos ainsi que 30 kilos d'abats destinés à la vente. Le conducteur ne disposait pas de certificat du vétérinaire attestant de la bonne qualité de la marchandise. Le contrôle sanitaire de la viande a montré que celle-ci était impropre à la consommation humaine, a-t-on indiqué. Le mis en cause a été arrêté et une enquête a été ouverte sur les tenants et les aboutissants de cette affaire par les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale. K. L.

Soudan

## 27 membres du renseignement condamnés à la peine capitale

VINGT-SEPT membres du service des renseignements généraux au Soudan ont été condamnés à la peine capitale, lundi, par un tribunal, rapportent jeudi des medias locaux. Reconnues coupables d'avoir torturé à mort un manifestant qui était détenu dans les locaux du service des renseignements, les 27 personnes ont été condamnées à mort par pendaison, selon le juge Sadok Albedrahmane. La victime était un enseignant, Ahmed al-Kheir Awadh, qui a été frappé et torturé à mort après son

arrestation fin janvier par les membres de ce service dans une localité de l'Etat de Kassala, dans l'est du pays, a indiqué le juge. Le 19 décembre 2018, des centaines de Soudanais avaient commencé à manifester dans plusieurs villes du pays après la décision gouvernementale de tripler le prix du pain en pleine crise économique. Ce mouvement s'est transformé en une révolte qui a abouti le 11 avril à la destitution par l'armée du président, Omar el-Béchir, après 30 ans de pouvoir. M. L.

Oran/Bethioua

## Neuf personnes grièvement blessées dans un accident de la route

NEUF personnes ont été blessées dans un accident de la route, survenu dimanche soir à Bethioua (Est d'Oran), a-t-on appris lundi du chargé de communication de la direction de wilaya de la Protection civile. L'accident s'est produit suite au dérapage et au renversement d'un véhicule touristique au niveau de la RN no 11, près de l'échangeur Chehairia (Bethioua), faisant 9 blessés, dont 4 femmes, a indiqué le capitaine Abdelkader Bellala. Les agents de la Protection civile ont prodigué sur place les premiers soins aux blessés, âgés de 6 à 50 ans, avant de les transférer aux urgences de l'hôpital El Mohguen d'Arzew. O. B.

## Meilleurs vœux pour le nouvelle an

# 2020



Louis

Djalou@hotmail.com

Mostaganem

## Les présidents d'APC de Mazaghran et de Ouled Boughanem suspendus de leurs fonctions

■ Le wali de Mostaganem, Mohamed Abdennour Rabhi, a suspendu les présidents d'APC de Mazaghran et Ouled Boughanem suite à des poursuites judiciaires dont ils font l'objet, a-t-on appris lundi des services de la wilaya.

Par Slim O.

Le directeur de la réglementation et affaires générales (Drag) de la wilaya, Ahmed Daidj Mohamed a indiqué à l'APS, que la suspension des deux présidents d'APC a été décidée jeudi dernier en application de l'article 43 de la loi 10-11 portant sur les communes. Lundi, des présidents par intérim de l'APC de Mazaghran (2 km à

l'ouest de Mostaganem) et de l'APC de Ouled Boughanem (90 km à l'est de Mostaganem) ont été installés par les chefs de daïra de Hassi Mameche et de Achaacha dont relèvent respectivement les deux communes. Au sujet des APC qui souffrent de blocage, Ahmed Daidj a souligné que le wali a le pouvoir de dissoudre ces Assemblées populaires communales en application de l'article 102 du

code communal, notamment quand il s'agit d'obstruction en cas d'approbation du budget et de délibérations. Pour rappel, il a été procédé, cette année, au remplacement de huit présidents d'APC de la wilaya de Mostaganem sur un total de 32 P/APC, soit pour démission ou suspension décidée par le wali en cas de poursuite judiciaire. S. O./APS

Impliqués dans une affaire de corruption à Saïda

## Le président de l'APC de Sidi Amar et deux autres membres en détention provisoire

Le magistrat enquêteur près le Tribunal de Hassasna, wilaya de Saïda) a placé le président de l'APC de Sidi Amar et deux membres de cette Assemblée en détention provisoire pour des chefs d'accusation liés à la corruption, a-t-on appris auprès du parquet général de la cour de justice de Saïda. Les trois mis en cause poursuivis pour des délits

liés à l'abus de fonction, établissement d'un certificat attestant des faits non fondés, délivrance d'un document administratif sur la base d'informations reconnues mensongères, ont été placés jeudi soir en détention provisoire, a indiqué la même source à l'APS. Les faits de cette affaire remontent à l'année 2018, lorsque les membres d'une

exploitation agricole, sise dans la commune de Sidi Amar, ont introduit une procédure judiciaire à l'encontre du président de l'Assemblée populaire communale et deux autres membres de cette Assemblée, qui ont accordé l'octroi d'un faux titre de l'exploitation agricole à d'autres personnes, a-t-on fait savoir. S. O.

Accidents de la route à Béjaïa

## 65 décès enregistrés durant cette année

AU MOINS 65 personnes ont trouvé la mort sur les routes de la wilaya depuis le début de l'année 2019, selon le bilan établi par les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Béjaïa, rapporte hier la radio locale. Aussi, quelque 410 blessés ont été enregistrés dans

les accidents de la route dont le nombre est de 187 accidents. En 2018, quelque 288 accidents de la route étaient enregistrés. Lesquels ont fait 58 morts et 481 blessés. Le facteur humain à savoir l'excès de vitesse reste la cause principale de ces accidents routiers. Pour rappel, trois

jeunes de l'est de la wilaya ont trouvé la mort avant-hier sur la CW 32 reliant Djermouna à Kherrata soit vers la RN 09 suite au dérapage de leur véhicule dans le barrage Ighil-Emda à Kherrata. Des citoyens exigent la réalisation de glières pour protéger les usagers. H.C.